



# PDAZAM

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ  
ET DE LA DIVERSIFICATION AGRICOLE DANS LES  
ZONES ARIDES ET SEMI-ARIDES DU MALI

Bulletin d'information du PDAZAM

N°00 Avril - Mai - Juin

## FILIERES ÉMERGENTES AGRICOLES : L'appui précieux du PDAZAM aux producteurs



Cérémonie de remise de chèque à Siby

# SOMMAIRE

## A LA UNE

FILIERES ÉMERGENTES AGRICOLES : L'APPUI PRÉCIEUX DU PDAZAM AUX PRODUCTEURS ..... P 3-5

## TEMOIGNAGES

DON AUX ASSOCIATIONS ET COOPÉRATIVES : DES TEMOIGNAGES ELOQUENTS ..... P 6-7

## DOSSIER SPECIAL

PROJETS D'ALLIANCES PRODUCTIVES (PAP) :

QUELLES STRATEGIES POUR PROMOUVOIR LES CHAINES DE VALEURS EMERGENTES A HAUTE VALEUR AJOUTEE ? P 8-11

## PDAZAM ACTUALITES

INTRANTS DE QUALITE ET ÉQUIPEMENTS AGRICOLES A TEMPS : QUEL MECANISME DE GESTION DURABLE, INCLUSIF ET TRANSPARENT DE LA SUBVENTION DE L'ETAT ? ..... P 12-13

PDAZAM : DES AGENTS S'APPROPRIENT L'APPLICATION «ODK COLLECT » .....P14

INSÉCURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE : LE PAM AU CHEVET DES POPULATION VULNERABLES DE SEGOU, MOPTI ET GAO ..... P 15

## A PARAITRE PROCHAINEMENT...

Périmètres maraichers de Macina ..... P 15



### BULLETIN D'INFORMATION TRIMESTRIEL DU PDAZAM

#### COMITE DE REDACTION

PDAZAM

#### DIRECTEUR DE PUBLICATION

M. SADIO CISSE

#### DIRECTEUR TECHNIQUE DU PDAZAM

#### REDACTRICE EN CHEF

Mme Nana Salama HAIDARA

SPECIALISTE EN COMMUNICATION DU PDAZAM

# EDITORIAL

Chers Lecteurs,

*Ce Premier numéro du magazine dénommé « Bulletin d'information du PDAZAM » est un rendez-vous trimestriel pour échanger sur les enjeux et perspectives de l'Agriculture au Mali.*



Ce nouveau magazine d'un format pratique et original est réalisé pour les décideurs politiques, les acteurs de collectivités locales mais aussi les partenaires soucieux d'appréhender les grands défis qui feront l'agriculture de demain.

Depuis ma prise de fonction officielle en qualité de coordinateur par intérim du Projet de Développement et de Diversification de la Production Agricole dans les Zones Arides du Mali (PDAZAM), j'ai fait le constat de l'envergure et de la diversité des interventions du Projet et de ses partenaires en faveur du secteur du développement rural en général et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali, en particulier.

Au regard des immenses et importantes interventions du PDAZAM au Mali, qui sont souvent méconnues du grand public et des partenaires de développement, mes collaborateurs et moi avons initié ce bulletin d'information afin de valoriser les acquis et résultats du terrain et en offrant plus de visibilité aux actions que nous réalisons avec l'appui du Gouvernement et de nos partenaires techniques et financiers.

Ce bulletin trimestriel a pour objectif d'offrir à un large public la possibilité de s'imprégner des réalisations du PDAZAM et ainsi, de mieux le connaître dans l'exécution du mandat, qui lui est dévolu, à savoir « Améliorer la productivité, la diversification agricole et renforcer la résilience des ménages ruraux bénéficiaires dans les zones arides ciblées » ;

Ce premier numéro, qui se veut une opportunité de connaissances du PDAZAM, de son mandat et de son expertise, sera la première d'une longue série, permettant à tous ceux qui sont intéressés, de mieux connaître notre projet et de prendre connaissance de ses réalisations sur le terrain voire même de formuler éventuellement des plaintes, conformément au Plan de Gestion Environnementale et Sociale.

Réussir le pari du développement agricole du Mali nécessite au moins trois fondamentaux : produire mieux et élever la compétitivité des chaînes de valeurs à la hauteur de la demande des marchés porteurs.

Au nom de l'équipe de rédaction, je fais appel à la participation de tous les collaborateurs et coordinateurs de projets/programmes, à s'associer au PDAZAM pour faire de ce bulletin un outil d'information et mieux, de capitalisation.

Bonne Lecture !

**ALTANATA EBALACH YATTARA, COORDINATEUR NATIONAL PAR INTERIM DU PDAZAM**

# A LA UNE



## FILIERES ÉMERGENTES AGRICOLES : L'appui précieux du PDAZAM aux producteurs

*Pour la présente phase, ce sont 182 coopératives de différentes localités évoluant dans six filières émergentes qui sont concernées par ce financement. Il s'agit des filières karité, niébé, sésame, manioc, oseille et fonio.*

C'est sous un ciel couvert de nuages que les activités de financement des micro-projets du PDAZAM, ont été lancées, mercredi 21 avril dernier, à travers la remise officielle de chèques aux bénéficiaires opérant dans les filières karité et manioc à Siby.

La cérémonie de démarrage officiel, organisée à cet effet, a été présidée par le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Lassine Dembélé. Y étaient aussi présentes, les autorités locales et de nombreuses femmes productrices.

La Commune rurale de Siby est située à près de 50 km au sud-ouest de Bamako, dans le Cercle de Kati, Région de Koulikoro. L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités de la localité. Pour le maire de la Commune rurale de Siby, Daouda Keïta, le choix porté sur sa localité pour abriter ce lancement officiel du financement des micro-projets du PDAZAM, à travers la remise officielle de chèques aux bénéficiaires des filières karité et manioc, est une marque de fierté pour sa Commune et ses populations.

Le PDAZAM vise à améliorer la productivité agricole, renforcer la résilience des ménages ruraux bénéficiaires dans les zones arides ciblées. Il contribuera pour ce faire à l'amélioration de la pro-



ductivité, de la résilience des populations bénéficiaires, des infrastructures de production au niveau communautaire, à renforcer l'appui institutionnel, la bonne gestion de la crise et de la coordination du projet.

« L'accès à la subvention est fait sur la base d'une demande assortie d'un plan d'affaires. Les bénéficiaires de ces subventions sont des groupements de producteurs. Le montant maximum de la subvention est de 10 millions de Fcfa (20.000 dollars EU) avec un apport personnel minimum de 15% du coût total du sous-projet », a expliqué Sadio Cissé, directeur technique du PDAZAM. Selon le



responsable, c'est l'Unité de coordination du projet (UCP) qui est chargée de la gestion du mécanisme de cette subvention.

Selon Sadio Cissé, pour la présente phase, ce sont 182 coopératives de différentes localités évoluant dans six filières émergentes qui sont concernées par ce financement. Il s'agit des filières karité, niébé, sésame, manioc, oseille et fonio. À terme, a-t-il ajouté, il est prévu de financer environ 600 micro-projets. «Le programme s'étalera progressivement sur les autres filières émergentes dans la zone d'intervention du projet», a indiqué Sadio Cissé. Il a exhorté les bénéficiaires à s'approprier ces micro-projets, à plus de rigueur et d'efficacité dans la gestion des subventions afin d'encourager les partenaires à soutenir d'autres actions.

Pour ce geste de remise officielle de chèques, les bénéficiaires n'ont pas manqué de remercier le donateur et ses partenaires à travers des témoignages.

Grâce à cet appui, les bénéficiaires des micro-projets du PDAZAM, pourront améliorer leurs capacités de production. La Coopérative «Denba-Gnuma» de Bankoumana qui transforme et commercialise le karité depuis 2009, est l'une des bénéficiaires de ce financement.

« Nous remercions le PDAZAM

# A LA UNE



pour cet appui, c'est la première fois qu'on nous donne de l'argent », a indiqué Nassitan Camara, qui venait de recevoir son chèque de 10 millions de Fcfa. Pour la Trentenaire, ce financement permettra de booster la productivité des bénéficiaires.

Dans son allocution, le secrétaire général du département en charge de l'Agriculture a souligné que l'émergence des filières agricoles ne peut se faire à hauteur de souhait que si certaines contraintes de services, risques et opportunités sont connus et maîtrisés. Ain-

si, pour booster les filières niébé, karité, sésame, manioc, fonio et oseille, des conventions de co-financement entre les bénéficiaires des «Projets d'alliance» et le PDAZAM ont été élaborées et signées, a rappelé Lassine Dembélé.

Au regard de l'importance de ces micro-projets pour l'épanouissement de l'économie des communes concernées, le secrétaire général du département de l'Agriculture a invité les acteurs notamment, les autorités administratives et communales, les agents

des services d'appui-conseil, à soutenir ces initiatives pour le bonheur des populations.

Il a également insisté sur le respect des conseils prodigués par l'encadrement technique et la gestion efficiente des subventions mises à leur disposition pour en tirer durablement le meilleur profit.

**Nana S. Haidara**  
*Specialiste en Communication*  
**du PDAZAM**



**Lassine DEMBELE**  
SG Ministère Agriculture

**Sadio CISSE**  
DT PDAZAM

Discours d'Ouverture du Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture

# A LA UNE



## **PDAZAM : un triple levier de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de croissance inclusive et de protection sociale.**

**L**e Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides et semi-arides du Mali (PDAZAM) a été officiellement lancé le 7 mars 2019. Il s'inscrit dans le cadre d'une vision stratégique pour le développement rural et agricole au Mali : Assurer une amélioration de la productivité agricole et la résilience des producteurs et promouvoir la création d'un socle de protection sociale au Mali, à travers une amélioration de la productivité des ménages pauvres et vulnérables, la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

En cohérence avec la Loi d'Orientation Agricole du Mali, le PDAZAM est conçu comme un appui à la mise en œuvre des différentes recommandations des études de la Banque mondiale sur les stratégies de développement de la productivité des zones arides. Il complète ou approfondit dans le cadre du portefeuille de l'Association internationale de développement (IDA), les opérations en cours telles que le Projet d'accroissement de la productivité agricole au Mali (Papam) et le Projet d'urgence des filets sociaux « Jigisemejiri » ainsi que les opérations envisagées, notamment, le Projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au Sahel (PARIIS-MI).

Le PDAZAM est financé par la Banque mondiale à hauteur de 60 millions de dollars US pour une durée de 5 ans. Il vise à améliorer la productivité, la diversification agricole et le renforcement de la résilience des ménages ruraux bénéficiaires dans les zones arides ciblées. Ce projet de développement bénéficie directement aux agriculteurs et

aux groupes d'agriculteurs qui peuvent avoir un impact en termes d'augmentation de la production alimentaire régionale.

Le PDAZAM vise aussi à renforcer la résilience des ménages pauvres et vulnérables, généralement exclus des opportunités d'amélioration de la productivité et de la résilience. À ces bénéficiaires, s'ajoutent les communautés et les villages plus larges où la réalisation d'infrastructures rurales sera soutenue par les investissements productifs du projet au niveau individuel et collectif.

Le PDAZAM permet également aux institutions gouvernementales de renforcer leur capacité en termes de planification agricole, d'appui à la productivité du secteur agricole et à la résilience des ménages.

Le PDAZAM couvre les Régions de Kayes (Diéma, Nioro et Yélimané), Koulikoro (Kati, Kolokani et Nara), Ségo (Niono et Ségo) et Mopti (Bandiagara, Youwarou, Ténenkou et Douentza).

Les activités du PDAZAM sont structurées autour de trois composantes ; à savoir l'amélioration de la productivité et de la résilience des populations bénéficiaires, les infrastructures de production et de commercialisation au niveau communautaire ainsi que l'appui institutionnel, gestion de la crise, et coordination du projet. En 2019, le projet a tenu la première session de son Comité de pilotage qui a porté sur la validation de son plan de travail et du budget annuel de 2019, (PTBA).

# TEMOIGNAGES



## SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS ET COOPÉRATIVES : Des témoignages éloquentes

*La remise de subvention n'a pas laissé les bénéficiaires indifférents. La subvention soulage les associations et coopératives jadis confrontées à de nombreuses difficultés. Réaction de certaines d'entre elles.*

### Mahamadou Keïta, président d'honneur de la Coopérative Sabugnuma de Gonsolo :

« Cet appui va changer beaucoup de choses dans notre travail »



Je suis très heureux d'avoir bénéficié de ce don. Je n'avais pas cru que les femmes rurales pouvaient recevoir un tel don. Cela nous a étonné et nous sommes très contents. Notre association achète des noix de karité au compte de « Mali-si », mais on n'avait pas les moyens.

Parfois, Mali-si nous donnait de l'argent pour qu'on achète. Et une fois cet argent fini, on était obligé d'attendre un autre moyen. Avec ce financement du PDAZAM, je crois que cela est terminé. Cet appui va changer beaucoup de choses dans notre travail. Je crois que nos achats ne vont plus s'arrêter. On va maintenant acheter les noix de karité et les revendre à chaque fois que « Mali-si » en aura besoin.

### Mme Nènè Camara, Coopérative Benkadi :

« Avec ce soutien, nous allons avoir de bénéfices sur la revente des noix de karité »



Je travaille dans ce domaine depuis une dizaine d'années. Ce don va beaucoup changer dans notre travail, car on achetait les noix de karité avec nos fonds propres et les revendait sans aucun bénéfice. Avec ce soutien remarquable des donateurs, nous pouvons avoir des bénéfices sur la revente des noix de karité.

### Mme Mariam Camara, Coopérative Baaragnuma de Niakadina :

« Cette subvention nous permettra de nous équiper pour augmenter notre productivité et de nous autonomiser »

J'évolue dans le domaine du karité depuis plus de 10 ans. Mais jusque-là, nous n'avions pas pu faire de grandes choses avec les revenus de cette activité. Mais avec ce don, nous pourrions nous équiper pour augmenter notre productivité. Il nous permettra de nous s'autonomiser

pour aider nos maris et prendre en charge les frais de scolarisation de nos enfants. Nous remercions les donateurs pour le geste.



### Mme Oumou Dombia, Coopérative Jigisèmè de Dankassa :

« Cette subvention va beaucoup nous arranger »

Nous travaillons dans le domaine du karité depuis environ dix ans. Ce don va changer beaucoup de choses dans notre travail, car on faisait tout le travail ici, du ramassage du noix de karité, en passant par la torréfaction... jusqu'au beurre du karité. Mais avec cette subvention, on ne fera qu'acheter les noix de karité et les revendre afin d'en bénéficier. Cette subvention va beaucoup nous arranger.



# TEMOIGNAGES



## Mme Coulibaly Mariam Coulibaly, Coopérative Bendougou de Kolokani :

« Nous remercions le PDAZAM et lui demandons encore de nous aider pour la construction de nos magasins »



Nous les remercions et leur demandons encore d'aide pour la construction de nos magasins. « Avant le don du PDAZAM, on faisait de la pâte d'arachide pour la vendre. On avait envie de produire du beurre de karité, mais on n'avait pas les moyens. Cette subvention du PDAZAM nous permettra de nous focaliser sur les noix de karité. Nous sommes très contentes parce que le don va améliorer notre travail et augmenter nos bénéficiaires. C'est grâce à eux qu'on a pu acheter une parcelle. On va construire un magasin pour notre lieu de travail, car on n'avait pas de local. On travaillait dans nos familles et on n'avait pas de magasin de stockage. Nous remercions le PDAZAM et lui demandons encore de nous aider pour la construction de nos magasins.

## Mme Kiniba Niaré, Maison de karité (Coprokas) :

« Nous avons un projet de plantation de karité, mais on avait des difficultés... ce don nous permettra de réaliser ce projet... et d'aménager un espace pour un jardin de karité »



Nous transformons les noix de karité en beurre de karité. Le beurre de karité est destiné à la consommation et à d'autres fins. Il est utilisé par exemple comme le massage de la peau. Les personnes qui n'ont pas assez de cheveux, l'utilisent également parce que le

beurre du karité fait pousser les cheveux.

Nous produisons 9 types de savons à partir du beurre de karité. Nous sommes dans ce domaine depuis 2003. Plus de mille femmes travaillent dans notre association dont 70 femmes recrutées. Parmi ces 70 femmes, il y a 4 permanentes.

Cette subvention du PDAZAM va beaucoup nous aider. Il va nous permettre d'aménager un espace pour un jardin de karité. Vu la destruction de nos karités, nous avons un projet de plantation de karité, mais on avait des difficultés. Je pense que ce don nous permettra de réaliser ce projet. Nous remercions les donateurs pour ce soutien financier.

## Mme Sitan Camara, responsable de la Coopérative «Demba-Gnuma» de Bankoumana :

« Nous allons acheter de nouveaux équipements de transformation »

Notre coopérative transforme et commercialise le karité depuis 2009. Nous remercions le PDAZAM pour cet appui, parce que beaucoup de partenaires ont eu à nous appuyer, mais c'est la première fois qu'on nous donne de l'argent. A travers ce financement, nous allons pouvoir acheter de nouveaux équipements de transformation.



## Alerte Coronavirus



## DOSSIER SPECIAL



## PROJETS D'ALIANCES PRODUCTIVES (PAP) : Quelles stratégies pour promouvoir les chaînes de valeurs émergentes à haute valeur ajoutée ?

**Le secteur primaire occupe une place prépondérante dans l'économie nationale avec une contribution de 40,90% au PIB contre une contribution de 18,85% attribuée au secteur secondaire selon une enquête de l'institut de statistiques en 2018. Ainsi, l'agriculture demeure le moteur du développement du pays et l'Etat fait des efforts en allouant annuellement 15% du budget national à ce secteur.**

L'analyse du contexte naturel du Mali met en évidence un potentiel important de ressources naturelles (terre, eau, ressources) et humaines pouvant être valorisé pour produire efficacement et diversifier les productions, notamment les cultures vivrières, maraîchères et fruitières et donner un positionnement stratégique sur les marchés pour impulser une réelle dynamique des groupements de producteurs et de leurs faïtières actives.

En dépit de ce capital naturel et humain potentiellement productifs, des opportunités techniques et des débouchés commerciaux, les producteurs agricoles maliens rencontrent d'énormes difficultés pour améliorer leur productivité et augmenter la production locale, pour conserver, transformer et écouler leurs produits agricoles.

Au-delà des aléas climatiques avec une pluviométrie et une pluviosité irrégulière rendant aléatoire les conditions de production, des difficultés sont liées à des systèmes de production quasi-traditionnels encore peu performants.



**Amadou Bakayoko**  
*Specialiste en Economies de Filieres Agricoles du PDAZAM*

Par exemple, le taux très élevé d'utilisation des semences traditionnelles, l'absence de mécanisme de renouvellement des semences, le niveau faible des équipements de travail des sols, la faiblesse des investissements agricoles au niveau des exploitations.

De plus, les paysans utilisent jusqu'à présent des techniques peu évoluées de conservation des eaux et des sols. Des pertes post-récoltes demeurent très importantes avec une insuffisance des structures de stockage, des unités de transformation artisanales ou semi-artisanales, et la précarité des modalités d'écoulement. Le tout aggravé par des habitudes alimentaires qui n'ont pas encore suffisamment évolué, mettant au second plan les produits transformés et le développement de l'industrie de transformation.

Même avec une acuité variable d'une zone agro écologique à l'autre, ces difficultés entravent

plus ou moins la mise en valeur pleine des conditions favorables à l'amélioration de la production et de la productivité, à la diversification agricole et des revenus des exploitations agricoles, la création du lien étroit entre l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. Mais, il existe des solutions techniques, financières et infrastructurelles idoines à l'ensemble des contraintes identifiées.

**C'est dans ce contexte que le Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides du Mali (PDAZAM) a été initié par le gouvernement du Mali qu'il cofinance avec la Banque mondiale. Le budget total alloué au PDAZAM est de 60 millions de dollars des Etats Unis dont 30 milliards de don.**

Une réponse adaptée aux défis agro-climatiques des zones arides

Le PDAZAM répond aux défis majeurs liés à l'amélioration durable

## DOSSIER SPECIAL



de la productivité agricole et le renforcement de la résilience des petits producteurs et des ménages ruraux dans les zones arides de Diéma, Nioro du Sahel et Yéli-mané dans la Région de Kayes ; de Kati, Kolokani et Nara dans la Région de Koulikoro, de Bandiagara, Douentza, Ténénkou et Youwarou dans la Région de Mopti ; de Niono et Ségou dans la Région de Ségou.

Il vise pour objectifs la productivité et la diversification des produits agricole au Mali.

En économie, cela s'entend par le rapport entre la valeur ajoutée et la quantité de facteurs de production utilisés pour la produire, notamment le capital et le travail. La valeur ajoutée (VA) est mesurée par la différence entre la valeur totale des biens produits et celle des biens et services consommés au cours du cycle de production.

En la matière, les interventions du PDAZAM visent à la fois la productivité du travail et celle des intrants (capital) par le transfert des techniques et des technologies agricoles et leur vulgarisation afin

d'améliorer la productivité et accroître la production alimentaire.

La productivité du travail est recherchée par la diffusion des techniques de gestion durables des terres, de rétention/conservervation des eaux, de fertilité, etc. Pour ce qui concerne la productivité des intrants, elle se fera par l'introduction et la promotion de technologies agricoles améliorées qui y concourent telles que l'utilisation des engrais et des variétés améliorées, les technologies climato-intelligentes et les bonnes pratiques agricoles.

En route depuis mars 2019, Il promeut une stratégie multiforme pour atteindre un résultat uniforme, celui de l'amélioration de la productivité et de la résilience des populations bénéficiaires. Trois composantes et 9 sous composantes fondent la stratégie multiforme qui désigne un ensemble d'interventions sociales, socio-techniques combinées aux ménages/communautés pauvres et vulnérables pour offrir des possibilités d'améliorer la situation de vulnérabilité des communautés

des zones d'intervention du projet.

Les interventions spécifiques et interalliées de cinq composantes regorgent des soutiens aux vulnérables et au cadre d'élaboration et de suivi de la Politique agricole nationale, réalisent et mettent en valeur des infrastructures productives et commerciales pour améliorer la résilience des communautés des zones arides et semi-arides du Mali et de leurs équipements/infrastructures. Il s'agit de la Composante 1, consacrée à l'amélioration de la productivité et de la résilience des populations bénéficiaires, de la Composante 2, se rapportant aux infrastructures de production et de commercialisation au niveau des communautés et enfin de la Composante 3, destinée à l'appui institutionnel, la gestion des crises et la coordination du projet.

Au Mali, depuis plusieurs années, l'évolution marquée des conditions techniques et économiques de l'activité agricole dans son ensemble, a bouleversé les structures traditionnelles d'exploitations agricoles au profit des

## DOSSIER SPECIAL



structures modernes intégrées et autour de filières spécifiques, informelles ou formelles, procédant à des achats groupés, des ventes groupées, des formations groupées, crédits solidaires, demandes de financement, etc. : Associations Villageoises (AV), Coopératives, etc.

Pour impulser le développement agricole et obtenir la croissance économique, le PDAZAM a fait le choix de filières rentières dont les produits s'insèrent dans des processus de commercialisation et de transformation au niveau national et d'un modèle d'intervention, communautaire, pro-pauvres et plus durables, s'appuyant sur une structuration spécifique entre les acteurs de la chaîne de développement des filières. Cette stratégie applique l'effet du « groupe » qui recherche l'efficacité d'une trame contractuelle sociale, juridique et économique tissée entre une exploitation agricole et son groupement. Ce modèle de groupe intégré par le producteur est accompagné par l'approche « Business model » qui vise une amélioration des relations commerciales entre un groupement de producteurs et un ou des acheteurs appelés agrégateurs. Ce qui donne le Projet/Microprojets d'Alliances productifs (PAP) qui est défini comme un accord économique entre d'acteurs bien identifiés d'une chaîne de valeur localisée, couvrant tout ou partie des maillons de la chaîne, ayant des relations d'affaires et susceptibles de mettre en œuvre un microprojet d'investissement pour améliorer la production, le transport, la transformation et la commercialisation. Un PAP peut présenter plusieurs dimensions en fonction du nombre de maillons impliqué. Il peut s'agir d'un seul groupement ou une seule union



de groupements de producteurs pouvant former un PAP avec un seul Agrégateur qui peut être une entreprise de commercialisation du produit brut ou une unité de transformation. Ou encore, il peut s'agir de plusieurs groupements de producteurs pouvant, primo contractualiser avec une seule entreprise de commercialisation ou de transformation ou secundo plusieurs entreprises de commercialisation ou de transformation, ou encore autant de combinaison d'entreprises de commercialisation et de transformation.

Les ressources financières nécessaires au microprojet sont réunies par le principe du cofinancement avec un taux de 15% pour le bénéficiaire et 85% de subvention. L'apport du groupement de producteurs est un principe fondamental pour assurer l'appropriation et la mise en œuvre effective du microprojet.

### **PAP : un intérêt partagé entre les acteurs participants**

Le Projet d'alliance productifs procure des avantages à chaque partie prenante. Le financement des activités de production, productivité et de diversification fait travailler à la fois plusieurs autres maillons de la chaîne de valeurs.

Pour les fournisseurs d'intrants

agricoles ou agro dealers, la participation au PAP est un créneau pour faire évoluer sûrement le business. Être membre d'un PAP garantit pour l'agro dealers les bons de commandes des producteurs à savoir les semences, les engrais, les pesticides et de l'agrégateur.

Pour les producteurs, il s'agit à l'entrée de bénéficiaire de la subvention ou d'une assistance technique pour l'amélioration du niveau d'équipement, pour l'accès aux intrants agricoles de qualité, ou encore de bénéficier d'un service de conseils agricoles, lui permettant de diminuer les coûts de production, d'accroître la qualité et la valeur de ses produits. En rapport avec l'accès aux marchés, le PAP, c'est aussi une anticipation sur le marché d'écoulement pour les producteurs.

Pour les agrégateurs/les acheteurs, c'est-à-dire les commerçants de produits bruts ou unités de transformation, le PAP est la garantie de la satisfaction des besoins de matière première. Pour bénéficiaire de la matière première groupée par contrat de production qui peut fixer les variétés, les normes de production, les pratiques post-récoltes.

Le transporteur a un rôle de roi dans le développement de la

## DOSSIER SPECIAL



chaîne de valeurs. C'est lui l'acteur important qui a un contrôle certain dans plusieurs étapes de la chaîne de valeurs de produits agricoles à petite échelle, ainsi que dans le commerce transfrontalier. Il assurera le transfert des produits vers les centres de consommation et ses affaires vont fleurir dans un contexte d'enclavement légendaire des zones de production et

surtout s'il est spécialisé ou équipé pour respecter certaines conditions de transport convenues au préalable avec le client

Les producteurs manquent généralement d'infrastructures de stockage aptes à une conservation de longue durée dans des conditions idoines. Les propriétaires de locaux appropriés peuvent

participer au PAP et louer des espaces aux groupements pour une conservation longue durée dans des conditions qui n'affectent pas la valeur marchande des récoltes pour obtenir de meilleurs prix.

*Amadou Bakayoko Spécialiste en Economies de Filières Agricoles du PDAZAM*

### **Composante 1 du PDAZAM : L'AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE DES MÉNAGES FIGURE EN BONNE PLACE**

**L**e Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides du Mali (PDAZAM) vise à améliorer la productivité agricole, renforcer la résilience des ménages ruraux bénéficiaires dans les zones arides ciblées. Il contribuera pour ce faire à l'amélioration de la productivité, de la résilience des populations bénéficiaires, des infrastructures de production au niveau communautaire, de l'appui institutionnel, de la gestion de la crise et de la coordination du projet. En la matière, la Composante 1 est dédiée à l'amélioration de la productivité et de la résilience des populations bénéficiaires et l'augmentation de la productivité agricole des agriculteurs et des groupements d'agriculteurs. Aussi ce volet comprend trois sous-composantes avec des objectifs et budgets spécifiques. L'objectif recherché, est d'améliorer la résilience des ménages en proposant des interventions combinées aux ménages pauvres et vulnérables pour augmenter leur consommation et faire face aux chocs saisonniers. Cela en leur offrant des possibilités d'améliorer durablement leurs conditions de vie. Cette composante a pour objectif d'augmenter la productivité agricole des agriculteurs et des groupements d'agriculteurs. Quant aux sous-composantes, la première a trait à l'extension du Registre social unifié (RSU), qui soutiendra le développement du système de protection sociale et de son registre social et le développement du RSU, ainsi que les systèmes d'information connexes utilisés pour suivre et évaluer la mise en œuvre de la seconde

sous-composante. Notamment les transferts monétaires sociaux directs et transferts monétaires productifs. Selon une note technique sur le projet, pour mieux faire face aux chocs multiples et aux crises récurrentes qui affectent les zones arides (sécheresse, désertification, inondations, conflits, chocs économiques, maladies, etc.), les ménages les plus pauvres doivent protéger leurs moyens de subsistance, diversifier leurs sources de revenus et accumuler des actifs productifs. Cette sous-composante financera à la fois les « TMS » et les « TMP ». En ce qui concerne la troisième sous-composante, elle est axée sur la promotion des nouvelles chaînes de valeur des cultures à forte valeur ajoutée. Son objectif principal est d'augmenter la productivité pour répondre à la demande du marché national et régional tout en générant des revenus plus élevés pour les acteurs des chaînes de valeur et en créant des opportunités d'emploi. Par ailleurs, la troisième composante financera une assistance technique pour mettre à jour les connaissances sur les chaînes de valeur prometteuses à forte valeur ajoutée dans la zone du projet, ainsi que les contraintes qui entravent le développement de ces chaînes de valeur sélectionnées. Elle financera également une assistance technique pour la préparation de plans d'activités pour les investissements dans la production, la transformation et la commercialisation, en passant par des subventions au financement de projets d'investissement productifs (PIP) sur la base des plans d'activités élaborés.

## PDAZAM ACTUALITES



## INTRANTS DE QUALITE ET ÉQUIPEMENTS AGRICOLES DISPONIBLES A TEMPS : Quel mécanisme de gestion durable, inclusif et transparent de la subvention de l'Etat ?



La politique de subvention des intrants et équipements agricoles coûte plusieurs milliards de Fcfa au budget national, depuis plus d'une décennie. A titre d'illustration, rien qu'au titre de l'année 2020-2021, et rien que pour la filière coton, cette subvention s'élève à 35 milliards F CFA.

Malgré cet important investissement, de nombreux producteurs agricoles ne cachent pas leurs préoccupations face à des difficultés liées au mode de gestion de la subvention.

Selon le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Mahmoud Ould Mohamed, la politique de subvention fait l'objet de plaintes récurrentes par les producteurs agricoles dues notamment au coût élevé des engrais subventionnés, la procédure de sélection des fournisseurs, la

qualité et la quantité des intrants et des équipements agricoles subventionnés, le mécanisme de distribution des intrants subventionnés, le ciblage des bénéficiaires de la subvention de l'État.

Pour remédier à ces contraintes, une concertation nationale a été initiée pendant la semaine du 22 au 26 février 2021 à l'hôtel Radisson de Bamako sur le mécanisme de gestion de la subvention des intrants et équipements agricoles. L'événement a réuni pendant cinq jours les structures techniques du secteur du développement rural, la profession agricole, les partenaires techniques et financiers et les organisations de la société civile.

Financée par la Banque mondiale à travers le PDAZAM, cette rencontre avait pour objectif de disposer d'un mécanisme durable,

inclusif et approprié de gestion de la subvention des intrants et des équipements agricoles.

Durant ces journées de réflexion, les participants ont fait l'état des lieux des différentes actions menées sur la subvention des intrants notamment les études et ateliers organisés, afin de capitaliser ses acquis.

Il s'agissait aussi de procéder à un diagnostic du dispositif institutionnel à mettre en place pour l'organisation, la gestion et la coordination des subventions.

Ces journées ont été une opportunité pour définir des critères de ciblage des producteurs bénéficiaires et de sélection des fournisseurs des intrants et des équipements agricoles. Les réflexions ont porté aussi sur le mécanisme de distribution des intrants et des équipements agricoles en tenant

## PDAZAM ACTUALITES



compte du système de distribution électronique e-voucher, des cas spécifiques de la CMDT, des Offices et des autres Agences.

S'agissant de la qualité des intrants, le directeur national de l'agriculture, Oumar Tamboura, a indiqué que des dispositions doivent être prises pour renforcer le contrôle des qualités de ces intrants pour permettre aux producteurs de les utiliser afin d'augmenter la productivité.

Selon le patron de la direction nationale de l'agriculture, ces concertations ont été l'occasion de recueillir les besoins des paysans, des producteurs, d'analyser les résultats, d'harmoniser les points de vue afin que les producteurs puissent avoir des intrants agricoles et équipements subventionnés à temps, en vue de l'atteinte de la sécurité nutritionnelle de l'ensemble de la population du Mali.

Mme Diallo Aminata Diallo, directrice commerciale de l'Écloserie moderne, une usine d'aliments poissons qui produit des poissons marchands a pris part à ces assises. Selon elle, cette concertation doit aboutir à des solutions concrètes pour remédier au retard du paiement de la subvention de l'État aux producteurs d'alevins qui font partie des intrants. « Des fois, on a besoin de faire des productions de poissons, et de les vendre pour faire des profits, mais nous sommes bloqués », a regretté la participante.

Une batterie de mesures

Au regard de toutes ces préoccupations, les participants ont fait plusieurs recommandations au nombre desquelles : la relecture et l'adaptation des textes des structures centrales et rattachées

du département. Cela permettra de prendre en charge, dans l'organisation actuelle de ces structures, la gestion des subventions ou de créer un organe spécifique chargé de la gestion des subventions des intrants et équipements agricoles.

À ces recommandations, s'ajoutent l'élaboration de nouveaux projets de textes prenant en compte l'organisation, la gestion et le suivi des subventions des intrants et équipements agricoles ; les questions relatives à la délivrance des agréments ainsi que la révision du manuel de gestion des subventions sur la base des nouveaux textes régissant la gestion des subventions des intrants et équipements agricoles.

Les participants ont également recommandé la contractualisation des opérations de fournitures dans le cadre de la subvention ; la prise en compte des spécificités des zones Offices et Agences dans la fixation des calendriers de distribution des intrants agricoles et le ciblage des fournisseurs

ayant la capacité de constituer des stocks dans les lieux indiqués par les structures gestionnaires des intrants.

Une autre recommandation forte aura été le renforcement du contrôle de qualité des intrants et équipements agricoles. Cela implique de doter les structures compétentes de moyens financiers et matériels, de développer un système de suivi opérationnel de contrôle efficace du circuit d'approvisionnement des producteurs en engrais ; et d'accélérer la mise en place de la plateforme de gestion électronique de la subvention des intrants et équipements agricoles.

Last but not least, les participants ont exhorté les autorités compétentes à contribuer à la mobilisation des crédits d'intrants à partir des pools bancaires locaux ou off-shore et à diligenter le remboursement des arriérés liés à la subvention des intrants et équipements agricoles.

**Nana S. Haidara Spécialiste  
en Communication du PDAZAM**



## PDAZAM ACTUALITES



## PDAZAM Des agents s'approprient l'application «ODK Collect»



**Cette activité du PDAZAM s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des services techniques de l'État impliqués dans la mise en œuvre du suivi évaluation.**

Le Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides du Mali (PDAZAM) a organisé du 16 au 18 mars 2021, un atelier de formation sur son manuel de suivi-évaluation à l'intention des agents des services techniques de l'Agriculture et du Génie rural des Régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Mopti. Plusieurs responsables du PDAZAM ont aussi pris part à cette session de formation qui a eu lieu à la Maison des aînés. La cérémonie d'ouverture officielle a été présidée par le directeur technique du PDAZAM, Sadio Cissé.

Cette activité du PDAZAM s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des services techniques de l'État impliqués dans la mise en œuvre du suivi évaluation. L'objectif est d'assurer une appropriation du manuel de suivi évaluation du PDAZAM par les différents acteurs

en charge de cet outil de gestion. Ce manuel décrit notamment les méthodes de collecte, d'analyse des données et le circuit de collecte des données.

La formation de trois jours a permis aux participants d'acquérir une bonne connaissance du PDAZAM et de son dispositif de mise en œuvre. Ils se sont bien appropriés du manuel de suivi et évaluation dudit projet. En outre, la session a été une opportunité pour les participants d'apprendre à utiliser l'outil « Kobotoolbox et ODK Collect ». Ce dernier est une application de collecte de données mises au point par la Banque mondiale pour suivre ses projets à distance compte tenu de la situation sécuritaire et sanitaire liée à la Covid-19 dans certaines zones. L'application «ODK Collect» peut être installée sur les Smartphones et Android. Son installation suit une procédure sur Google Play Store et se fait en quelques étapes. Ensuite, il a été procédé au remplissage d'un formulaire de collecte de données à l'aide de cette application.

Intervenant en cette circonstance,

le directeur technique du projet a rappelé que le PDAZAM vise à améliorer la productivité, la diversification agricole et renforcer la résilience des ménages ruraux bénéficiaires dans les zones arides ciblées.

S'agissant des objectifs de l'atelier de formation, Sadio Cissé a précisé qu'il permettra aux agents en charge du suivi et évaluation de se familiariser avec l'outil de collecte « ODK Collect ».

Aux termes des travaux, les participants ont fait plusieurs recommandations. Il s'agit, entre autres, de l'intégration des outils de collecte pour les unités de transformation. À ces propositions, s'ajoutent la dotation des agents en moyens de déplacement, l'intégration d'une fiche d'évaluation technique pour les filières karité et fonio ainsi que la formation des agents sur la Gestion axée sur les résultats (GAR) et la planification stratégique.

**Nana S. Haidara**  
**Specialiste en Communication**  
**du PDAZAM**

## PDAZAM ACTUALITES



# INSÉCURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

## LE PAM au chevet des population vulnérables de Ségou, Mopti et Gao

**L'insécurité que traversent les Régions du Nord et du Centre a rendu davantage vulnérables les populations de ces zones. Outre cette crise, la Covid-19 a contribué à creuser le fossé de ce calvaire en instaurant une situation alimentaire et nutritionnelle inquiétante.**

L'année 2020 a été surtout marquée par une situation sécuritaire qui s'est détériorée dans le centre et le nord du pays. Conséquence : le Mali a connu une augmentation inquiétante de l'insécurité alimentaire. C'est ainsi que le Cadre harmonisé de mars 2020 indiquait que, 1,34 million de personnes seraient en grave insécurité alimentaire au centre et au nord du Mali et auraient besoin d'une aide alimentaire pendant la période de soudure de juin à septembre. Face à cette situation, et les premiers cas de la COVID-19 qui se répandaient en avril 2020, le gouvernement Malien a annoncé une urgence nationale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Pour se faire, les autorités ont demandé un financement supplémentaire urgent pour le Plan national de réponse (PNR) couvrant la période de soudure afin de garantir qu'une aide alimentaire d'urgence puisse être fournie en temps voulu et à l'échelle requise pendant cette période d'insécurité alimentaire accrue. C'est ainsi qu'en réponse à la situation, dans le cadre de la Composante Intervention d'urgence (CERC) du Projet de développement de la productivité et de la diversification agricole dans les zones arides du Mali (PDAZAM), avec un financement de la Banque mondiale (12,5 millions de dollars US), le Programme alimentaire mondiale (PAM) a mis en œuvre une intervention alimentaire et nutritionnelle à grande échelle en appui au PNR du gouvernement pendant la période de soudure.

Dans cette démarche, entre juin et septembre, le PAM a ciblé les populations en situation d'insécurité alimentaire dans les régions du nord et du centre du Mali avec un soutien

alimentaire et nutritionnel d'urgence sous forme de bons de valeur alimentaire. Aussi, le Programme alimentaire mondiale a travaillé avec les partenaires et les acteurs du Cluster sécurité alimentaire y compris le gouvernement pour assurer la coordination de l'aide alimentaire saisonnière lorsque les besoins en matière de sécurité alimentaire ont atteint leur maximum.

### Près de 700.000 bénéficiaires

En effet, le PAM a pu rapidement accroître son soutien pour faire en sorte que les personnes en situation d'insécurité alimentaire, y compris les personnes déplacées et les populations touchées par le conflit, reçoivent une aide alimentaire d'urgence pendant une période de quatre mois. Cela grâce au soutien financier reçu de la Banque mondiale par l'intermédiaire du PDAZAM cumulé avec des financements supplémentaires obtenus d'autres donateurs pour le programme du PAM. Avec le financement de la Banque mondiale, près de 700,000 bénéficiaires ont reçu une assistance pendant les deux cycles de distribution. Dans ce processus l'accent a été surtout mis sur l'intégration de services complémentaires de nutrition. L'impact potentiel de la COVID-19 sur la situation nutritionnelle au Mali, oblige. C'est aussi pour compléter l'aide alimentaire fournie. D'où le dépistage de la malnutrition aiguë au niveau communautaire et l'orientation des cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) et de malnutrition aiguë sévère (MAS) vers les établissements de santé ont été mis en œuvre en collaboration avec l'UNICEF. Afin de prévenir les risques liés à la transmission de COVID-19 au Mali, le PAM a ajusté toutes les distributions tout au long de la période de mise en œuvre. Outre l'installation des postes d'hygiène incluant le lavage des mains dans tous les points de distribution, les bénéficiaires ont été sensibilisés aux mesures de prévention de la COVID-19. Ces distributions appuyées par le gouvernement du Mali à travers la Banque mondiale ont été coordonnées

étroitement avec les différents mécanismes et acteurs nationaux et régionaux, notamment le Cluster sécurité alimentaire, OCHA et le CSA. Nonobstant les contraintes rencontrées pendant la période de mise en œuvre, le PAM a finalisé toutes les distributions prévues pendant la durée définie dans la subvention. Il s'agit entre autres, des difficultés d'accès liés à l'insécurité dans certaines zones de Mopti et dans les zones frontalières avec le Niger et le Burkina. Il convient de souligner que, le Programme alimentaire mondial avait obtenu un prêt interne afin de pouvoir commencer les distributions dès que possible, y compris avant la signature de l'accord avec PDAZAM. Au 31 octobre 2020, le PAM avait distribué et utilisé 100% du financement reçu dans le cadre du CERC.

Youssef Mahamane Maïga réside au quartier Secteur 3 de Gao. Handicapé physique et père de deux filles, il raconte sa satisfaction quant au rôle joué par la Banque mondiale (BM) pendant cette période saisonnière d'assistance alimentaire et nutritionnelle. « Je fais partir des bénéficiaires du PAM et de la BM. Il y a des milliers de personnes vulnérables comme moi qui ont encore besoin d'appui et à qui il faut encore penser. Avec la Covid-19, rien ne marche », a-t-il confié. Quant au septuagénaire Djénébou Bamba, veuve et handicapée visuelle de son état, elle s'est exprimée sur la situation qui prévaut dans le quartier Château. « Le Château est un grand quartier de Gao. Des gens comme nous sont très nombreux ici. Nous avons été choisis parmi des milliers, ceux qui restent sont nombreux, chacun a sa chance. L'inondation et l'insécurité n'ont rien laissé dans nos ventres. Nous sommes dans l'insécurité. Il n'y a pas de quoi à manger dans le quartier, pas de travail, pas assez d'eau. Ce qui a été fait est très important, mais il en reste encore », a-t-elle lancé.

**NANA S. HAIDARA SPECIALISTE EN COMMUNICATION DU PDAZAM**

## A PARAÎTRE PROCHAINEMENT...

### Périmètres maraichers de Macina

**Dans le cadre de la mise en œuvre du programme Gouvernemental des régions du Nord et du Centre, la Banque Mondiale a financé à travers le PDAZAM, la réalisation de trois périmètres maraichers (PPM) dans deux communes du cercle de Macina.**





# PDAZAM

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ  
ET DE LA DIVERSIFICATION AGRICOLE DANS LES  
ZONES ARIDES ET SEMI-ARIDES DU MALI



Projet de développement  
de la Productivité et de la diversification Agricole dans  
les Zones Arides et Semi-arides du Mali

## Bulletin d'information du PDAZAM



pdazammali

N°00 Avril - Mai - Juin



@pdazam\_mali

Hamdallaye ACI 2000 Rue 284 - Porte 30 - Tél.: (+223) 20 22 26 96

Site web : [www.pdazam.ml](http://www.pdazam.ml)